



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1997/446  
11 juin 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 11 JUIN 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU  
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE  
L'ÉRYTHRÉE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre un communiqué de presse publié aujourd'hui, 11 juin 1997 par le Ministère des affaires étrangères de l'État érythréen afin de récuser catégoriquement les allégations mensongères avancées contre mon pays par le régime soudanais du Front national islamique.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Amdemicael KAHSAI

Annexe

COMMUNIQUÉ DE PRESSE PUBLIÉ LE 11 JUIN 1997 PAR LE  
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ÉRYTHRÉE

Le Gouvernement érythréen a suivi les déclarations faites à Khartoum par plusieurs hauts responsables et publiées par les médias soudanais et autres, faisant état de nouveaux déploiements de troupes érythréennes le long de la frontière entre l'Érythrée et le Soudan.

Le Gouvernement érythréen est accoutumé aux flots d'accusations sans fondement dont le régime du Front national islamique au pouvoir au Soudan l'abreuve depuis plus d'un an et il dénonce catégoriquement ces allégations mensongères. Si l'on peut trouver un sens à cette nouvelle vague d'accusations, c'est peut-être qu'elles trahissent une intention cachée d'attaquer l'Érythrée, ce que confirment l'appel à la mobilisation générale lancé par le régime du Front national islamique le long des frontières communes aux deux pays et les actes de provocation de hauts responsables soudanais menaçant cette semaine d'attaquer des villes érythréennes.

Dans ces conditions, le Gouvernement érythréen se réserve le droit de se défendre et avertit que c'est au seul régime du Front national islamique que seront imputables les conséquences de ses actes irresponsables.

-----